

5842

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



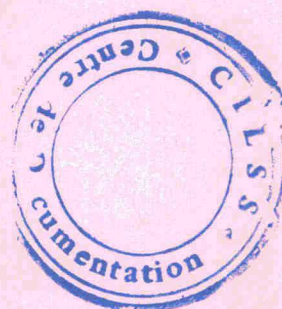
PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR
DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

SECRETARIAT EXECUTIF

.....
PROGRAMME MAJEUR POLITIQUE DE SECURITE ALIMENTAIRE

.....
**UNITE DE PREVENTION ET DE GESTION DES CRISES
ALIMENTAIRES**

(PREGEC)



**REUNION REGIONALE SUR LE SUIVI DE LA SITUATION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE ET LES
PERSPECTIVES DE RECOLTES DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2002 AU SAHEL**

Bamako / MALI - 18 au 20 septembre 2002

RAPPORT FINAL

Septembre 2002

5482



INTRODUCTION

Le CILSS, en rapport avec les systèmes régionaux et internationaux d'information sur la sécurité alimentaire dans le Sahel, poursuit l'activité de veille régionale du suivi renforcé de l'hivernage. Cette activité permet de recueillir des informations sur la situation agricole et alimentaire dans les pays membres du CILSS et dans la sous-région, et d'avoir un pré-avis sur la situation à mi-parcours de la campagne agricole 2002/2003 afin d'améliorer le diagnostic et de pouvoir informer et sensibiliser, à temps, les acteurs (décideurs, partenaires, société civile) sur les problèmes de sécurité alimentaire, particulièrement sur la vulnérabilité des populations sahéliennes.

C'est dans ce cadre que le Programme Majeur Politique de sécurité alimentaire, à travers l'unité de Prévention et de Gestion des crises alimentaires (Prégec) a organisé du 18 au 20 septembre 2002 à Bamako, République du Mali, la Rencontre régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes de la campagne agricole 2002-2003 au Sahel.

Le présent rapport présente les résultats des travaux de la Rencontre comme suit :

- Présentation de la Rencontre ;
- Communiqué final ;
- Pré-avis sur la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes de la campagne agricole 2002/2003 au Sahel.

I – PRESENTATION DE LA RENCONTRE

1.1. Objectifs et résultats attendus

La réunion se situe dans le cadre de l'animation du dispositif de veille régional sur la sécurité alimentaire au Sahel, en rapport avec les systèmes régionaux d'information (CILSS/AGRHYMET) et internationaux (FEWS NET, SMIAR/FAO, PAM) sur la sécurité alimentaire dans le Sahel.

Placée sous la haute présidence du Ministre Coordonnateur du CILSS, Ministre du Développement Rural et de l'Environnement du Mali, la Rencontre a pour objectifs :

- *faire le bilan des interventions dans les zones à risque identifiées en mars 2002 et analyser l'évolution de la situation alimentaire ;*
- *faire, sur la base des informations qualitatives sur le déroulement de l'hivernage en cours, une prévision de la production céréalière dans les pays du Sahel ;*
- *identifier les zones à risque alimentaire et d'établir un plan d'urgence en cas d'une éventuelle crise.*

Dans ce cadre les résultats attendus sont :

- la connaissance de la situation alimentaire des pays, en particulier dans les zones à risque identifiées en mars 2002 ;
- le bilan des interventions dans les zones à risque pendant la période de soudure 2002 ;
- une connaissance sur l'état actuel de la campagne agricole 2002/2003 ;

- un préavis sur la situation alimentaire et les perspectives de récoltes dans le Sahel en 2002.

Par ailleurs, l'opportunité était également saisie pour échanger sur les résultats des travaux concernant l'harmonisation des méthodes d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables au Sahel soutenus par le PAM et l'USAID.

1.2. Participants à la Rencontre

La réunion a enregistré la participation des Etats membres du CILSS, à l'exception du Cap Vert pour des raisons de transport. Etaient aussi présents à cette Rencontre, les représentants des Organisations et Institutions sous-régionales (UEMOA) et internationales, partenaires du CILSS (USAID, UE, ACDI, CF), ainsi que les représentants des systèmes régionaux d'information (FEWS NET, SMIAR/FAO, Food For Peace/USAID, PAM), d'ONG (Afrique verte) et experts des programmes majeurs du CILSS (Agrosoc, Cerpod, PMI, PMPSA, Cellule de Communication/SE). *La liste des participants est jointe en annexe.*

1.3. Déroulement des travaux

Les travaux se sont déroulés dans la salle de conférence du service de la Dette Publique du Ministère des Finances du Mali.

La cérémonie officielle d'ouverture était placée sous la présidence de Monsieur Alpha Seydou MAÏGA, Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement, représentant le Ministre Coordonnateur du CILSS, Ministre du Développement Rural et de l'Environnement, en présence de Monsieur Yamar MBODJ, Conseiller en sécurité alimentaire, représentant le Secrétaire Exécutif du CILSS ; du Directeur Régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Représentant résident de la FAO à Bamako.

Auparavant le Conseiller en sécurité alimentaire, représentant le Secrétaire Exécutif du CILSS a rappelé dans son allocution introductive l'importance de la rencontre et situé les objectifs et les résultats attendus.

Après la cérémonie d'ouverture, le bureau suivant a été mis en place :

Président : Monsieur Adama SIDIBE (MALI)

Rapporteurs : Messieurs : - Mamadou FAYE (Sénégal)

- Boukary SAVADOGO (Burkina Faso)

Après l'adoption du programme de la Rencontre, les travaux se sont déroulés en plénière selon l'agenda joint en annexe.

1.3.1 Présentation des objectifs et résultats attendus

Le responsable de l'unité de Prévention et de gestion des crises alimentaires a rappelé les objectifs et résultats attendus (cités plus haut) de la Rencontre.

1.3.2. Présentation des rapports pays et dispositif régional

Les délégués des pays ont tour à tour présenté les situations dans leurs pays, des présentations complétées par les rapports des systèmes régionaux et internationaux d'information sur la sécurité alimentaire (CILSS, FEWS NET, PAM, FAO).

Le Représentant de l'Ong Afrique verte a présenté les activités de son organisation en matière de sécurité alimentaire dans la sous-région.

Documents de travail

- Situation agricole et alimentaire au 31 août 2002 au Burkina Faso, MAHRH/SG/DGP/SA/CTCI, Septembre 2002, 13 pages ;
- 2002/2003 Assessments of the Agricultural and Food situation in the Gambia, DOSA, 2nd september 2002 , 14th pages;
- Rapport sur la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes de la campagne agricole 2002/2003 en Guinée Bissau, SP/BPSA, septembre 2002, 11 pages ;
- Rapport sur la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes de la campagne agricole 2002/2003 au Mali, MDRE, septembre 2002, 59 pages ;
- Situation de la campagne agropastorale 2002/2003, MDRE, septembre 2002, 13 pages ;
- Premier rapport de mission de Groupe de travail spécialisé (GTS) chargé du suivi de la campagne agricole en Mauritanie, MDRE, août 2002, 29 pages ;
- Situation agricole et alimentaire 2002 au Niger, septembre 2002, 9 pages ;
- Rapport sur la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes de la campagne agricole 2002/2003 au Sénégal, MAE, septembre 2002, 23 pages ;
- Situation agricole et alimentaire en fin août 2002, MA/DG/DPA, septembre 2002, 21 pages ;
- Mensuel Agrhymet, suivi de la campagne agro-hydro-météorologique, Août 2002, CILSS/CRA, 11 pages ;
- Note sur les activités (activités de développement et opération d'urgence) et les interventions 2002 du PAM ;
- Perspectives de récoltes dans les pays du CILSS campagne agricole 2002/2003 (situation au 15 septembre 2002 ;
- Note sur l'évolution des prix des céréales dans le Sahel, projet FEWS NET, Bureau régional -Bamako ;
- Enquête rapide sur la vulnérabilité à la sécurité alimentaire au Niger (cantons de Torodi et Simiri), mission conjointe VAM/PAM, SAP/Niger, Few's net, CR Agrhymet, septembre 2002 ;
- Situation agricole et alimentaire au Sahel, CILSS-FEWS NET, septembre 2002 ;

- Cadre de convergence pour l'harmonisation des méthodes d'identification des zones et populations vulnérables aux crises alimentaires au Sahel, rapport principal, septembre 2002, 53 pages ;
- Cadre de convergence pour l'harmonisation des méthodes d'identification des zones et populations vulnérables – Annexes au rapport principal, septembre 2002, 37 pages ;
- Résumé des appréciations du cadre de convergence SIPOVCA par les membres du CILSS, septembre 2002.

Suite aux exposés des délégués des pays et des représentants des systèmes régionaux (CILSS/Agrhymet) et internationaux (FEWS NET, PAM, FAO) d'information sur la sécurité alimentaire, suivis de discussions et de débats riches, les travaux ont abouti aux résultats ci-après :

- Sur la situation alimentaire dans les zones vulnérables identifiées en mars 2002, pendant la période de soudure.

La situation alimentaire a été en général difficile dans tous les pays, malgré la campagne agricole 2001-2002 relativement bonne. Les difficultés alimentaires sont imputables, pour certains pays, au passif de la situation alimentaire de l'année dernière, et pour d'autres pays aux dégâts causés par les pluies hors saison.

La période de soudure 2001 a été particulièrement difficile en Mauritanie. Au Sénégal et en Gambie, la soudure difficile a été surtout due aux effets des intempéries (pluie hors-saison) et à la mauvaise commercialisation de l'arachide au Sénégal. Au Mali, les problèmes alimentaires s'attribuant essentiellement à la faiblesse des stocks report de 2001 et aux exportations de céréales. Au Tchad, la situation alimentaire est relativement bonne, à l'exception de l'extrême Nord, et du Centre-Est. En Guinée Bissau, la situation alimentaire continue d'être difficile dans les régions du Quinara, Gabu, Cachu et Biombo. Au Burkina Faso, la situation était marquée par les prix élevés des céréales.

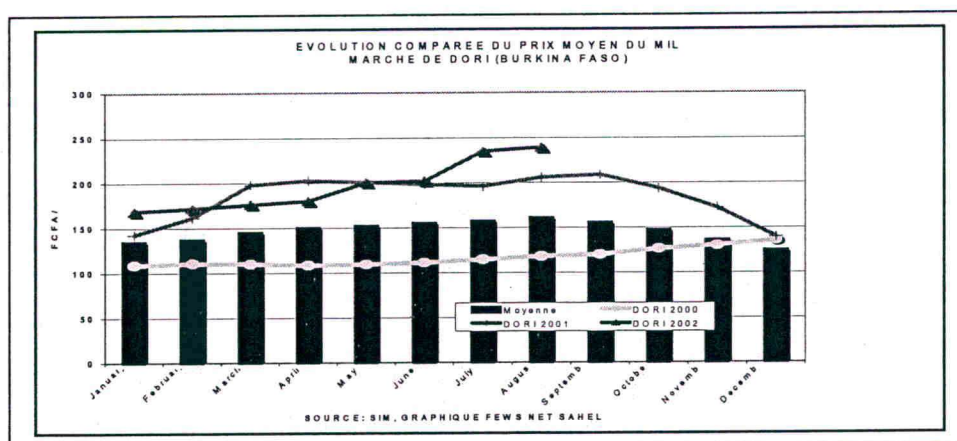
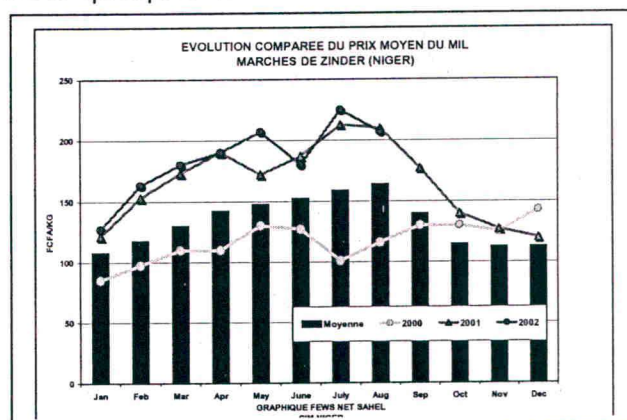
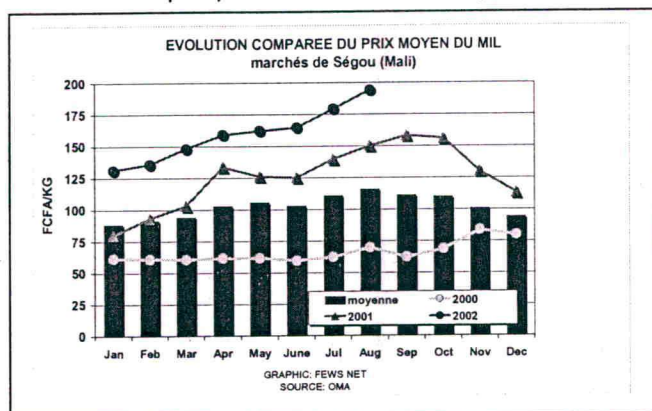
La Rencontre invite les partenaires au développement à joindre leurs efforts à ceux du PAM qui veut financer l'achat de 16 000 tonnes de céréales en Mauritanie.

- Sur l'évolution des prix des céréales

Le représentant régional du Projet FEWS NET Sahel a présenté la situation sur l'évolution des prix au Sahel. La situation alimentaire reste toujours marquée par le maintien de la hausse du prix des céréales. Sur le plan alimentaire, l'élément majeur reste encore le niveau anormalement élevé du prix des céréales et cela malgré l'amélioration des conditions climatiques durant le mois de juillet en zone soudanienne. La mise en marché des stocks détenus par les commerçants et les producteurs n'est pas encore effective avec l'hétérogénéité dans l'installation de la campagne dans la plupart des pays. Le retard accumulé et le faible développement végétatif n'incitent pas les producteurs et les commerçants détenant des stocks à les mettre sur les marchés. L'approvisionnement faible ou moyen des marchés a pour conséquence le maintien des prix à des niveaux très élevés souvent jamais observés. Le prix moyen du mil en août 2002 est nettement supérieur à sa moyenne des cinq dernières années sur la majorité des marchés des pays du Sahel. Les écarts les plus élevés sont notés au Mali (67% à Ségou), au Burkina Faso (48,4% à Dori) et au Niger (26,2% à Zinder). Le prix moyen du

mil en valeur nominale était de 194 Fcfa/Kg à Ségou (Mali), 207 Fcfa/Kg à Zinder (Niger), et 239 Fcfa/Kg à Dori (Burkina Faso), soit des niveaux record exceptionnellement élevés (graphiques 1).

Graphique 1 : Evolution du prix moyen du mil sur quelques marchés au Sahel.



On assiste présentement à une importation vers le Sahel des récoltes précoces de maïs, de tubercules et d'arachide en provenance des pays côtiers. La situation alimentaire difficile qui découle de la cherté des denrées alimentaires pourrait rapidement s'améliorer avec l'arrivée de nouvelles récoltes surtout de maïs sur les marchés et l'augmentation des revenus qui découlent des productions animales (lait, viande) de plus en plus abondantes.

La situation par pays se présente comme suit :

Au Burkina, les prix des céréales traditionnelles sont rapidement et fortement augmenté pour se situer au-dessus de 190 Fcfa/kg pour le mil dans les zones déficitaires et 180 Fcfa/kg pour le sorgho.

En Gambie, on a observé une hausse des prix des céréales dans les loumas.

En Guinée Bissau, une hausse assez variable des prix des céréales secondaires a été constatée, en effet les prix des céréales, le mil et le sorgho qui se situaient entre 100 et 200 Fcfa/kg sont passés à 250 FCFA/kg dans toutes les régions des pays.

Au Mali, les prix des céréales sèches ont atteint les niveaux jusque là jamais atteints : au-dessus de 190 Fcfa/kg pour le mil à partir du mois de mai et entre 250 et 275 Fcfa/kg pour le riz depuis avril.

En Mauritanie, les denrées traditionnelles y sont rares. Au mois d'août, le prix au Moud (équivalent 4 kg de sorgho) varié entre 600 et 700 UM alors que le prix normal se situe entre 140 et 180 UM.

Au Niger, on observe une hausse du prix du mil de plus de 75 % par rapport à l'an passé sur la plupart des marchés urbains des chefs lieux de département. Pour le bétail également, les prix sont meilleurs que ceux enregistrés en août 2001.

Au Sénégal, comme au Mali, les prix des céréales ont été particulièrement élevés en 2002. A partir du mois de juin, le prix du mil a atteint et dépassé 200 FCFA/kg, celui du sorgho coûtait en août 235 FCFA à Kaolack, centre de production de céréales.

Au Tchad, dans la plupart des localités, le prix du mil, contrairement à ce qui se passe dans les autres pays, subi actuellement une hausse, par rapport en août 2001.

- Sur le bilan des interventions dans les zones à risque alimentaire identifiées en mars 2002

Face aux difficultés alimentaires apparues dans la plupart des pays, des mesures d'intervention diverses ont été prises par les autorités publiques, pour soulager la souffrance des populations. Les actions se présentent comme suit :

Au Burkina Faso , Au regard des résultats de production satisfaisants de la campagne agricole 2001-2002, aucune mesure d'urgence n'avait été jugée opportune en matière d'intervention. Les transferts commerciaux des excédents de production des zones excédentaires devaient permettre de combler les déficits enregistrés dans les 14 provinces. Mais par la suite, en considérant que le pays venait de sortir d'une année de crise alimentaire assez sévère, et devant la dégradation rapide de certains indicateurs de la situation alimentaire (flambée des prix des céréales, faible approvisionnement en céréales de certaines localités, etc.), le Gouvernement a décidé d'intervenir dans les 14 provinces déficitaires.

L'intervention a été faite au profit d'une population cible estimée à 148.428 personnes ; les quantités de céréales apportées s'élèvent à 3.562 tonnes prélevées sur le stock national de sécurité. Les distributions sont faites à prix social de 10.000 F le sac de 100 kg pour 97,5% de l'aide et 2,5% de distribution gratuite aux personnes les plus démunies.

En Gambie , le pays a réceptionné 4500 tonnes de céréales, sous forme de dons octroyés principalement par des ONG et un appui financier de 1,9 millions de Dalasis de l'ONG Action Aid.

En Guinée Bissau, le gouvernement, compte tenu de ces moyens très limités, n'a pas pu intervenir et aucune aide n'a été apportée par ses partenaires.

Au Mali, Au titre de la campagne 2001-2002, parmi les actions d'atténuation des crises alimentaires effectuées par l'Etat et/ou ses partenaires, on peut citer entre autres :

- la distribution gratuite de 2.430 tonnes de mil par le circuit PRMC, c'est-à-dire le Gouvernement-Partenaires dans les communes identifiées en difficultés alimentaires ;
- les ventes d'intervention de l'OPAM pour environ 2.650 tonnes ;
- les opérations d'Offre Publique de Vente de l'OPAM à Kayes, Ségou et Mopti d'une quantité d'environ 7.606 tonnes de mil vendu à un prix inférieur à celui du marché ;
- la poursuite des programmes du PAM en appui aux activités de développement rural, vivre contre travail, vivre contre formation, soutien aux cantines scolaires et à la santé pour un total de 5016 tonnes de céréales et 847,63 tonnes en compléments (huile, poisons, pois) du mois de janvier à juin 2002, soit au total 5 863,46 de vivres ;
- la mise en œuvre du programme de banques de céréales de l'ACF portant sur 400 tonnes de riz dans la région de Kidal.

En ce qui concerne les victimes des inondations au mois de septembre des aides ont été apportées sous diverses formes à travers la Direction Nationale de la Protection Civile. Aussi la FAO a initié avec le Mali un projet d'appui aux producteurs agricoles concernés. Ce projet a entrepris ses activités depuis le début de l'année 2002 (distribution semences, engrais, équipements de maraîchage et de pêche entre autres).

En Mauritanie, le début de l'année 2002 a été marqué, d'abord, par une intervention spéciale portant sur 1267,9 tonnes de blé, 20,4 tonnes d'huile et 5 500 couvertures, en faveur des populations sinistrées lors des intempéries des 9, 10 et 11 janvier 2002 dans les wilaya du Brakna, du Trarza et du Gorgol. Des distributions gratuites ont été menées en faveur des populations vulnérables de certaines wilaya du pays. Ensuite une opération complémentaire des actions d'aide d'urgence menées en fin 2001, au Guidimakha et au Hodh El Gharbi, a été exécutée pour une quantité de 62 tonnes de blé. Des quantités additionnelles sont en cours d'acheminement dans le Hodh Echargui 1000 tonnes, Brakna 800 tonnes et Assaba 800 tonnes.

Un programme d'intervention d'urgence en faveur des populations vulnérables du Guidimakha est en cours de lancement. Ce programme, financé par la Coopération française, portera sur une distribution de 600 tonnes de blé dont l'exécution sera confiée à la Croix Rouge Française.

Au Niger, la mise en œuvre en 2000/2001 des actions d'atténuation ont porté sur 58 projets touchant 313 sites pour un coût global de 854.259.360 Fcfa. Ces projets ont permis la distribution de 558 tonnes de vivres dans les travaux à haute intensité de main d'œuvre et 1569 tonnes dans les banques céréalières.

Pour le programme 2001/2002, sur un ensemble de 9 arrondissements, 5 (Aguié, Mayahi, Say, Tchintabaraden et Loga) ont été retenus pour des projets qui sont exécutés sous forme de HIMO permettant la distribution 300 tonnes de vivres. L'action la plus importante en 2002 a porté sur la vente à prix modéré de 2500 tonnes dans les zones où les prix ont dépassé les 20.000 Fcfa le sac de 100 Kg

Au Sénégal, la soudure a été particulièrement pénible cette année. C'est ainsi que dans une première intervention, le Gouvernement a distribué aux éleveurs 2737 tonnes d'aliments de bétail pour une valeur de 311 millions Fcfa dans le cadre de l'Opération de Sauvegarde du Bétail (OSB), et en juillet devant la physionomie de l'hivernage, il a encore mis à disposition environ 150 millions de Fcfa pour l'achat de 1000 tonnes d'aliments de bétail et de 40000 doses d'anti-parasitaire. Le Gouvernement a mis en place un Comité ad hoc de surveillance et de suivi de la situation dans le monde rural, présidé par le Ministre de l'Intérieur, et a débloqué au mois d'août une somme de 15 milliards de Fcfa pour venir en aide au monde rural pendant la soudure, en même temps qu'il lançait un appel à la Communauté Internationale.

D'après les travaux d'estimation des besoins, il faut venir en aide à une population rurale regroupée autour de 497 000 ménages ruraux, totalisant environ 4.973.100 personnes. Ainsi sur la base de :

- la norme de consommation de 185 kg/pers. et par an,
- une période de soudure restant à couvrir de 3 mois,
- une assistance à hauteur de 43 % des besoins.

Les besoins ont été estimés au total à 98.900 tonnes, soit 20 kg par personne.

Quant au bétail, il a été décidé de couvrir à hauteur de 50 % les besoins en aliments évalués sur la base de 2,5 kg/tête et par jour, pour 3.198.468 têtes de gros bétail, pendant un mois, soit 120.000 tonnes.

A la fin du mois d'août, une contribution estimée à 126 millions de Fcfa de divers donateurs est venue s'ajouter au fonds débloqué par l'Etat et devra permettre au Commissariat à la Sécurité Alimentaire d'acheter 53 000 tonnes de riz.

S'agissant des sinistrés des intempéries de janvier dans le nord, la 3^e phase des opérations d'assistance (20-22 mars 2002) a coûté 1,507 milliard de Fcfa.

Au Tchad, des dons ont été reçus en faveur des victimes des inondations en mars 2002,

- Gouvernement Tchadien : 2.300 tonnes céréales ;
- Taiwan : 30 000 \$US ;
- Coopération française : 200 tonnes céréales ;
- PAM : 500 tonnes de céréales ;
- Libye : 1 036 tonnes de céréales.

Suite à la présentation des rapports des pays, Monsieur Aranda Da Silva, Directeur du Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest, a présenté les interventions du PAM en 2002, la stratégie et les scénarii de mises en œuvre pour les années à venir.

Le PAM a-t-il précisé à travers ses deux principaux mécanismes d'interventions (activités de développement, opérations d'urgence et opération prolongée de Secours et de redressement –EMOP et PRRO) est intervenu au Sahel en 2002 pour plus de 75000 tonnes de vivres et au bénéfice de près de 2,5 millions de personnes vulnérables.

Abordant les interventions mises en place, en réponse à la période de soudure 2002. Mr. Da Silva a indiqué que le PAM a renforcé ses programmes dans les pays à zones vulnérables, notamment au Sénégal, en Gambie, en Guinée Bissau et au Mali.

Enfin, il a informé les participants de la décision du PAM d'entamer un processus d'évaluation rapide dans certains pays du CILSS enfin de permettre de rapides interventions dans les zones à risque alimentaires. *Voir l'intégralité de la communication en annexe.*

- sur le déroulement de la Campagne agricole 2002/2003 et les Perspectives de récoltes

La campagne agricole 2002/2003 a démarré dans un contexte difficile caractérisé par des prix des céréales très élevés, ce qui a défavorisé l'accessibilité aux aliments des ménages déficitaires et à faible revenu. Ce contexte a aussi réduit les capacités des producteurs à investir dans plusieurs régions agricoles des pays sahéliens.

Nonobstant les difficultés économiques ayant entaché le démarrage de la campagne, son installation, globalement anormale, s'est étalée de la première décade de mai dans la partie sud des pays du CILSS à la mi-août dans les régions les plus au nord de la zone agricole pluviale.

Après les premières pluies erratiques de mai et juin, la pluviosité s'est améliorée en juillet au centre et à l'est du Sahel et est devenue plus ou moins régulière pendant qu'elle s'est dégradée dans les régions ouest. Dans ces dernières, une période sèche qui a généralement duré jusqu'à début août s'est même poursuivie à début septembre dans certaines régions de la Mauritanie et du Cap-Vert. Ceci s'est traduit par un déficit pluviométrique et la perte des semis.

Dans l'ensemble, les stades phénologiques des cultures céréalières (mil, sorgho, riz pluvial, maïs et fonio) sont très variés à l'intérieur d'un même pays et d'une région à une autre. En fin août encore, ils vont de la levée /montaison à la récolte pour les régions ayant réussi à semer. D'autres par contre attendaient à cette date une pluie utile pour pouvoir semer. C'est le cas de certaines zones frontalières du Sénégal et de la Mauritanie et de plusieurs régions du Cap Vert. Les stades de développement des cultures sont plus avancés à l'est du Sahel (Niger et Tchad) où les récoltes se généralisent progressivement dans plusieurs régions. Au centre (Burkina Faso et Mali) les cultures sont au stade épiaison maturation mais nécessitent encore des pluies pour boucler convenablement leur cycle.

Les stades les moins avancés se rencontrent à l'ouest (Cap Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mauritanie et Sénégal).

Sans une poursuite des pluies jusqu'à mi-octobre au centre et à l'ouest du Sahel, une bonne partie des semi-tardifs dont la proportion est très importante cette année, ne pourra pas boucler leur cycle. Dans certaines régions de la Mauritanie, du Nord Sénégal et du nord de la Gambie, la campagne est pratiquement perdue.

La situation pastorale a été également affectée par les mauvaises conditions pluviométriques. Cependant ils se régénèrent lentement à la faveur du retour des pluies. La majeure partie des troupeaux transhumants séjournent actuellement dans les pâturages d'hivernage au nord de la bande sahélienne.

Il n'a pas été rapporté, cette année, de développement significatif du criquet pèlerin au Sahel. Par contre, les conditions écologiques de son développement sont favorables notamment dans le Tamesna et l'Aïr au Niger, l'Adrar des Iforas au Mali et le Sud-est de la Mauritanie.

- Sur le cadre de convergence pour l'harmonisation des méthodes d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables.

Conformément à la réunion restreinte, élargie aux dispositifs nationaux, des systèmes régionaux d'information sur la sécurité alimentaire, tenue à Dakar, du 10 au 12 juin 2002, le comité technique de réflexion a initié des missions auprès des pays du 24 août au 16 septembre 2002 en vue de recueillir les appréciations sur le cadre de convergence des méthodes d'identification des populations et zones vulnérables aux crises alimentaires.

L'exposé des appréciations ainsi que des caractéristiques du cadre de convergence et des propositions de sa mise en œuvre a donné lieu aux conclusions ci-après :

1. la nécessité de l'harmonisation est reconnue de façon unanime ;
2. la mise en œuvre du cadre de convergence vise une démarche minimale commune afin de parvenir à des analyses homogènes, comparables. Il ne s'agit pas de mettre tous les pays au même niveau de performances ;
3. la faisabilité technique est illustrée par l'emploi courant des technologies et outils d'analyse du cadre de convergence (images satellites, NDVI) par les intervenants régionaux et internationaux de l'analyse de la vulnérabilité : CILSS/AGRHYMET, FAO/SMIAR, FEWS-NET, PAM/VAM... ;
4. la nécessité impérieuse que les pays poursuivent l'appréciation du cadre de convergence à travers des débats consensuels de l'ensemble des structures du dispositif de suivi de la situation alimentaire ;

Les conclusions seront transmises au comité de pilotage de l'harmonisation des méthodes d'analyse de la vulnérabilité aux crises alimentaires pour examen et suite à donner.

- Sur l'enquête « TEST » rapide menée au Niger

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a présenté une communication sur les résultats de l'enquête test conjointe, déroulée au Niger du 08 au 25 juillet 2002, conformément aux décisions du Comité Technique de Réflexion sur l'harmonisation des méthodes d'analyses de la vulnérabilité au Sahel (CILSS, USAID, PAM, FEWS.NET, FAO, MIFRAC, CARE, Union Européenne).

Il ressort de cet exposé que la méthodologie permet de répondre effectivement aux questions et objectifs de départ, à savoir :

- une identification précise et une caractérisation fine des groupes vulnérables ;
- une quantification des besoins alimentaires des groupes vulnérables ;
- des indicateurs pertinents pour la programmation et la mise en œuvre des actions.

L'exposé a également fait ressortir les coûts de mise en œuvre de l'approche.

Les intervenants, à la suite de cette communication ont noté que les résultats de l'enquête test sont satisfaisants, mais ont toutefois souligné l'exigence de la présentation critique du déroulement de la méthode. Il s'agit notamment de mettre l'accent sur les aspects les moins fonctionnels, les mesures correctives nécessaires, l'appréciation des coûts et des conditions de généralisation de l'utilisation à grande échelle de la méthode. Certains intervenants ont regretté que les outils anthropométriques n'aient pas été utilisés durant l'enquête test.

Enfin les participants ont recommandé la validation de la méthodologie par le Comité Technique du projet tout en insistant sur :

- l'allègement du dispositif et des outils de collecte et de traitement des données ;
- l'identification des meilleures conditions de réduction substantielle des coûts et charges ;
- et la précision des conditions les meilleures pour une utilisation générale et concertée du dispositif enquête rapide au moment opportun.

- sur les missions conjointes CILSS/FAO/Gouvernement d'évaluation préliminaire des récoltes 2002/2003 dans le Sahel

Les participants ont été informés des missions conjointes CILSS/FAO/Gouvernement programmées par le Centre régional Agrhymet du 7 au 27 octobre 2001 dans les différents pays. Les résultats de ces missions seront analysés lors d'une réunion régionale prévue du 28 octobre au 1^{er} novembre 2002 à Ouagadougou au Burkina Faso, puis seront présentés lors de la rencontre annuelle du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires du CILSS/Club du Sahel programmée cette année en décembre 2002 à Bruxelles en Belgique. Compte tenu de la physionomie de la présente campagne et à la demande de certains pays, la mission sera élargie au PAM et aux autres partenaires (FEWS et PREGEC), notamment dans les pays de l'ouest les plus affectés, afin d'avoir des estimations communes, ce qui permettra aux pays et aux donateurs de pouvoir répondre assez rapidement aux éventuelles situations de crise.

II - COMMUNIQUE FINAL

Du 18 au 20 septembre 2002, s'est tenue à Bamako, République du Mali, la Rencontre régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes de la campagne agricole 2002-2003 au Sahel.

La cérémonie officielle d'ouverture était placée sous la présidence de Monsieur Alpha Seydou MAÏGA, Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement, représentant le Ministre Coordonnateur du CILSS, Ministre du Développement Rural et de l'Environnement, en présence de Monsieur Yamar MBODJ, Conseiller en sécurité alimentaire, représentant le Secrétaire Exécutif du CILSS ; du Directeur Régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Représentant résident de la FAO à Bamako.

Dans son discours d'ouverture, le Secrétaire Général a d'abord, au nom du Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Amadou Toumani TOURE, du Premier Ministre, du Gouvernement et du Peuple malien, souhaité la bienvenue, au bord du Djoliba, à tous les participants.

Il a également réitéré, au nom des populations sahéliennes et de leurs gouvernements respectifs, ses vifs remerciements aux institutions membres du dispositif de veille régionale (FEWS NET, PAM/VAM, FAO), pour leur dynamisme et leur présence constante dans les missions conjointes de suivi de la situation alimentaire des groupes vulnérables.

Auparavant le Conseiller en sécurité alimentaire, représentant le Secrétaire Exécutif du CILSS a rappelé dans son allocution introductive l'importance de la rencontre et situé les objectifs et les résultats attendus.

Suite aux différentes présentations des rapports des pays et des systèmes régionaux et internationaux d'information, suivies de discussions et de débats riches, les participants ont adopté un **préavis (ci-joint) sur la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes**, et ont formulé deux motions de remerciement.



L'incertitude domine la campagne agricole 2002/2003

Résumé

Dans l'ensemble du Sahel la situation alimentaire est avant tout marquée par des prix des céréales très élevés, en augmentation de 66 %.

Ces niveaux de prix records, à priori favorables pour les producteurs excédentaires posent en revanche des difficultés d'accès aux vivres pour les ménages à faible revenu, en particulier les plus pauvres. A quelques semaines des récoltes, les prix restent élevés sur la plupart des marchés, et particulièrement dans les pays et les zones où les perspectives de production sont plutôt pessimistes.

La physionomie de la campagne est très hétérogène. Les perspectives de récoltes sont par conséquent nuancées. Rien n'est définitivement joué au jour d'aujourd'hui et la situation générale du Sahel peut encore évoluer dans un sens comme dans l'autre d'ici la fin de l'hivernage, en fonction du régime des pluies d'ici à fin octobre.

On distingue quatre groupes de pays au regard des perspectives de récoltes et de l'insécurité alimentaire :

- le Niger où les perspectives de récolte sont « moyennes à bonnes » ;
- le Burkina Faso, le Tchad et le Mali où les perspectives de récoltes sont « moyennes à médiocres » ;
- le Sénégal, la Gambie, la Guinée Bissau et le Cap-Vert où les perspectives sont « médiocres » ;
- la Mauritanie constitue le cas le plus préoccupant de la région, avec des perspectives très mauvaises, après plusieurs années de difficultés.

Selon les conditions de fin d'hivernage, la production des pays du CILSS devrait se situer entre huit (8) millions (hypothèse la plus pessimiste) et onze (11) millions de tonnes (hypothèse la plus optimiste)✓

Un ensemble de mesures de prévention sont préconisées pour limiter dès maintenant l'impact d'un éventuel mauvais hivernage.

Dans le cadre du suivi de la situation alimentaire des populations sahéliennes et du suivi renforcé de l'hivernage 2002, le CILSS, à travers son unité de prévention et de gestion des crises alimentaires (Prégec), a organisé du 18 au 20 septembre 2002 à Bamako/Mali une Rencontre régionale destinée à établir une première évaluation de la campagne agricole 2002/2003 et de la situation alimentaire en période de soudure.

L'analyse des informations fournies par les représentants des pays membres du CILSS, des systèmes régionaux et internationaux d'information sur la sécurité alimentaire (Centre Agrhymet, FAO/SMIAR, FEWS NET, PAM) ont permis de formuler le diagnostic et les recommandations suivantes :

I - Bilan de la situation alimentaire dans les zones à risque pendant la période de soudure 2002

1.1 - Des niveaux de prix jamais connus auparavant dans le Sahel

Malgré une campagne agricole 2001/2002 relativement bonne, les prix ont très vite repris une forte tendance à la hausse sur l'ensemble des marchés dès le mois de janvier. Ils atteignent aujourd'hui des niveaux très élevés et n'ont entamé qu'une faible décrue avec l'approche des récoltes. Dans la plupart des pays, les niveaux de prix atteints dépassent sensiblement la courbe des prix pourtant déjà élevée de la précédente campagne. Depuis le début de l'année les prix sont supérieurs à 150 Fcfa le kg pour les céréales sèches, et dépassent souvent 200 Fcfa. Ces niveaux de prix sont systématiquement supérieurs à ceux enregistrés au cours des cinq dernières années.

Pour autant, la plupart des marchés semblent correctement approvisionnés. Dans l'attente des résultats des investigations en cours pour comprendre l'évolution des marchés céréaliers sahéliens, plusieurs explications sont mises en avant pour expliquer cette tendance inhabituelle des prix : (i) l'arrière effet des deux précédentes campagnes qui conduirait les producteurs à reconstituer leurs stocks, (ii) les dégâts causés par les pluies hors saison, (iii) la hausse des prix des denrées de première nécessité et du pétrole, (iv) une meilleure organisation des producteurs pour retarder les mises en marché et bénéficier de meilleures conditions de prix, (v) une demande régionale (Nigeria, etc.) plus soutenue.

Ce contexte de prix élevés pose d'évidentes difficultés en terme d'accessibilité aux céréales pour les ménages déficitaires. Dans les zones à risque et en milieu urbain pauvre, ces difficultés d'approvisionnement conduisent les ménages à réduire le nombre de repas ou les quantités consommées, à faire une place plus importante au riz, à vendre des petits ruminants, etc. Les stocks nationaux de sécurité, qui ont été largement mobilisés pour faire face aux difficultés de la campagne antérieure, n'ont pas pu être reconstitués. Les appels d'offre sont restés infructueux.

1.2. Qui affectent sérieusement les populations dans les zones à risque

Au Burkina Faso, la période de soudure a été difficile dans les provinces déficitaires. L'épuisement des stocks paysans, la réduction du nombre des repas journaliers et la vente de petits ruminants pour se procurer les céréales sont les signes caractéristiques de ces difficultés. Le gouvernement est intervenu avec une aide de 3500 tonnes de céréales pour soutenir les populations touchées. La situation alimentaire est demeurée difficile dans les parties nord du pays en attendant les prochaines récoltes, avec un niveau d'approvisionnement moyen des marchés en mil et sorgho.

En Gambie, la situation alimentaire dans les zones à risque s'est caractérisée par le niveau élevé des prix. Le prolongement de la période de soudure a augmenté les difficultés d'accès notamment dans le nord du pays. Il faut noter que les capacités d'importation du pays pourront améliorer la situation.

En Guinée Bissau, la situation alimentaire continue à être difficile dans les régions de Quinara, Gabu, Cachu et de Biombo. Toutefois les marchés sont partout suffisamment bien approvisionnés. Les importations et aides alimentaires s'élèvent au total à 46 387 tonnes de céréales.

Au Mali, environ 600 000 personnes sont confrontées, soit à des difficultés alimentaires, soit à des difficultés économiques. Le stock national de sécurité alimentaire est de 12000 tonnes de céréales et un stock financier de 3 milliards 200 Fcfa.

En Mauritanie, la situation alimentaire est difficile et inquiétante dans les Hodhs et dans la zone du Fleuve et la malnutrition y est visible, alors que l'Assaba n'est marqué que par quelques foyers de malnutrition. Face à la rareté des denrées traditionnelles, les marchés sont approvisionnés en denrées alimentaires importées. Le sac de blé de 50 kg est vendu entre 3500 et 4000 ouguiya (UM). Le kg de riz est vendu entre 150 et 160 UM. Un TCP de la FAO a été mis en œuvre, pour l'achat de céréales, d'aliments de bétail, de produits vétérinaires et des semences, dans les zones sinistrées par les intempéries de janvier 2002.

Au Niger, les difficultés alimentaires se sont manifestées par la consommation d'aliments de pénurie, la réduction du nombre des repas, le déplacement de certaines populations. Une intervention avec 4700 tonnes de céréales a permis d'atténuer les difficultés alimentaires. Le stock national de sécurité est actuellement de 5570 tonnes contre un niveau maximum de 40000 tonnes. L'irrégularité de l'approvisionnement en céréales est observée sur les marchés des arrondissements de Maïné-Soroa, Dogon-Doutché, Aguié, Magaria, Keita. Le maïs en provenance du Ghana et du Bénin domine dans l'approvisionnement des marchés céréaliers.

Au Sénégal, on a constaté à partir de juin-juillet 2002 que les céréales locales sont rares sur les marchés dans toutes les régions. La situation alimentaire dans les régions du Nord est difficile.

Au Tchad, huit (8) départements sont touchés. Une intervention sous forme de vente subventionnée a été décidée en août par les Autorités (47 000 tonnes de céréales pour 183500 personnes). Les opérations de mise en œuvre sont en cours. Le niveau de stock national de sécurité alimentaire est de 19205 tonnes au 1^{er} août 2002.

1.3 - Bilan des interventions

Au Burkina, l'Etat a fourni une aide d'urgence à 148 428 bénéficiaires dans 14 provinces en distribuant 3 562 tonnes de céréales, pour 97,5 % à un prix social de 100 Fcfa/kg. Le reste (2,5%) a été fourni gratuitement aux plus démunis.

En Gambie, le pays a réceptionné 4500 tonnes de céréales, sous forme de dons octroyés principalement par des ONG et un appui financier de 1,9 millions de Dalasis de l'ONG Action Aid. La situation alimentaire dans la zone du Kantora District et l'Upper river reste modérée.

En Guinée Bissau, aucune aide n'a été apportée par les partenaires, excepté une intervention du PAM pour 1982 tonnes de riz.

Au Mali, les interventions ont été multiformes, notamment :

- la distribution gratuite de 2430 tonnes de mil ;
- l'offre publique de l'OPAM de 7600 tonnes à prix inférieur de celui du marché ;
- le soutien du PAM pour 5016 tonnes de céréales.

En Mauritanie, le PAM a déjà acquis 4000 tonnes de céréales distribuées à 90 % sur un programme de 16 000 tonnes dont le financement intégral est attendu incessamment.

Au Niger, l'action la plus importante porte sur la vente à prix modéré de 2500 tonnes dans les zones où les prix ont dépassé les 20 000 Fcfa le sac de 100 kg

Au Sénégal, hormis l'intervention du PAM (environ 3100 tonnes de céréales) l'Etat a déployé d'importants efforts depuis les intempéries de janvier dans le Nord du pays, jusqu'à l'assistance chiffrée à 15 milliards Fcfa apportée au monde rural à partir d'août pour surmonter la soudure ; à travers celle ci, 53 000 tonnes de riz seront distribuées dans les régions aux populations rurales.

Au Tchad, des interventions ont été effectuées dans les zones des Logones., de Mayo Boneye, Baguirmi, Kanem, Kabia, ... En réaction à la situation dans les zones à risque, des dons (4036 tonnes de céréales et 30000 \$US) ont été reçus en faveur des victimes des inondations. Les opérations de distribution de vivres sont en cours d'exécution ; 2102 tonnes sont déjà distribuées.

II - Des perspectives de récolte 2002/2003 très incertaines

L'installation de la campagne, globalement anormale, s'est étalée de la première décade de mai dans la partie sud des pays du CILSS à la mi-août dans les régions les plus au nord de la zone agricole pluviale.

Après les premières pluies erratiques de mai et juin, la pluviosité s'est améliorée en juillet au centre et à l'est du Sahel où elle est devenue assez régulière, alors qu'elle se dégradait dans les régions ouest. Dans ces dernières, la période sèche a duré jusqu'à début août et s'est même poursuivie jusqu'à début septembre dans certaines régions de la Mauritanie et du Cap-Vert. Ceci s'est traduit par un déficit pluviométrique et la perte des semis.

Les cumuls pluviométriques saisonniers à cette date, sont généralement inférieurs à ceux de l'année passée et à la moyenne de la période 1971-2000. Toutefois, la répartition spatio-temporelle a été bonne dans certaines zones notamment au Niger et au Tchad.

Les différentes anomalies pluviométriques ont sérieusement affecté les conditions de croissance des cultures, ce qui a suscité de grandes inquiétudes quant aux perspectives de récoltes 2002/2003 au Sahel.

Toutefois, le retour progressif des pluies à partir de début août peut être bénéfique pour les semi-tardifs. Cependant, l'incertitude reste élevée car le FIT a déjà amorcé sa descente vers le sud dès la fin de la deuxième décade de septembre et les réserves en eau du sol sont faibles.

Dans l'ensemble, les stades phénologiques des cultures céréalières (mil, sorgho, riz pluvial, maïs et fonio) sont très variés à l'intérieur d'un même pays et d'une région à une autre. En fin août encore, ils vont de la levée /montaison à la récolte pour les régions ayant réussi à semer. D'autres par contre attendaient à cette date une pluie utile pour pouvoir semer. C'est le cas de certaines zones frontalières du Sénégal et de la Mauritanie et de plusieurs régions du Cap-Vert.

D'une manière générale, les stades de développement des cultures sont plus avancés à l'est du Sahel (Niger et Tchad) où les récoltes de certaines cultures ont débuté dans plusieurs régions. Au centre (Burkina Faso et Mali) les cultures sont au stade épiaison - maturation mais nécessitent encore des pluies pour boucler convenablement leur cycle. Les stades les moins avancés se rencontrent à l'ouest (Cap Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mauritanie et Sénégal).

Sans une poursuite des pluies jusqu'à mi-octobre au centre et à l'ouest du Sahel, une bonne partie des semis tardifs (dont la proportion est très importante cette année), ne pourra pas boucler le cycle végétatif. Dans certaines régions de la Mauritanie, du Cap Vert, du Nord Sénégal et du nord de la Gambie, la campagne est pratiquement perdue.

La situation pastorale a été également affectée par les mauvaises conditions pluviométriques. Cependant, les pâturages se régénèrent lentement à la faveur du retour des pluies. La majeure partie des troupeaux transhumants séjournent actuellement dans les pâturages d'hivernage au nord de la bande sahélienne.

Sur le plan phytosanitaire, il n'a pas été rapporté, cette année, de développement significatif du criquet pèlerin au Sahel. Par contre, les conditions écologiques de son développement sont favorables notamment dans le Tamesna et l'Aïr au Niger, l'Adrar des Iforas au Mali et le Sud-est de la Mauritanie. Par ailleurs, dans la zone agricole, la pression des nuisibles, sautériaux, insectes floricoles, oiseaux granivores s'est étendue ces derniers temps et leurs effectifs risquent d'augmenter ce qui occasionnera des pertes importantes de récoltes si aucune mesure préventive n'est envisagée.

Au vu des conditions climatiques qui ont prévalu pendant l'hivernage 2002 et des incertitudes qui planent encore sur sa fin, les perspectives de récoltes ont été jugées globalement moyennes à médiocres dans le Sahel. Les productions attendues seront inférieures à celles de l'an dernier dans tous les pays. Au Sénégal, en Gambie, au Cap-Vert et en Mauritanie, la baisse de production céréalière pourrait être très importante.

En se basant sur les données qualitatives sur le déroulement de la campagne agricole dans les différents pays, les représentants des pays et des systèmes régionaux d'information de suivi de la situation alimentaire (CILSS/Centre Agrhymet, FEWS NET, SMIAR/FAO), ont présenté leurs opinions préliminaires sur les niveaux des productions céréalières 2002. Ils se sont basés sur différentes approches (bilans hydriques, estimations comparées par rapport à la précédente campagne, estimations qualitatives à partir des images satellitaires, etc.) qui ont permis de faire les prévisions préliminaires selon les hypothèses suivantes :

HYPOTHESE OPTIMISTE : poursuite des pluies jusqu'à mi-octobre au Sahel, particulièrement à l'ouest. Dans cette hypothèse, la production céréalière se situerait entre dix (10) et onze (11) millions de tonnes ;

HYPOTHESE PESSIMISTE : arrêt des pluies en fin septembre. Les productions attendues se situeraient entre huit (8) et 9.5 millions de tonnes

Ces hypothèses présagent globalement un niveau de production céréalière inférieur à celui de la campagne précédente (environ 11,5 millions de tonnes).

Ainsi, à la lumière du déroulement actuel de la campagne 2002/2003, les perspectives de production agropastorales sont globalement « moyennes à bonnes » à l'Est du Sahel, « mauvaises à médiocres » au Centre et « mauvaises à très mauvaises » à l'Ouest du Sahel.

III - Recommandations

La configuration très particulière de la campagne agricole, à laquelle s'ajoutent les conditions exceptionnellement tendues des marchés céréaliers durant la campagne 2001/2002 conduisent à formuler les recommandations suivantes à l'attention des décideurs sahéliens et des partenaires de la communauté internationale.

3.1 - Intensifier la veille et affiner progressivement les scénarios relatifs aux prévisions de récolte

Le suivi agro-météorologique à court terme et les premières estimations issues de l'enquête agricole vont permettre d'affiner progressivement les scénarios de production.

Les missions conjointes CILSS/FAO/Gouvernement programmées par le Centre régional Agrhymet du 7 au 27 octobre 2002 dans les différents pays seront mises à profit pour affiner l'analyse de la situation et permettront de disposer d'un diagnostic précis lors de la rencontre annuelle du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires du CILSS/Club du Sahel programmée cette année pour fin décembre 2002 à Bruxelles.

Les bilans céréaliers prévisionnels élaborés fin octobre devront faire des efforts pour mieux cerner certains paramètres (stocks, volumes des exportations et importations commerciales) afin d'offrir aux décideurs des moyens de prise de décisions.

De même le suivi des prix et l'évolution des tendances d'ici à décembre doivent permettre de compléter l'approche par le bilan physique, et d'améliorer l'analyse de la situation alimentaire des pays et des différentes catégories de ménages.

Il est demandé à tous les dispositifs d'information et de veille de faire circuler les informations dont ils disposent, de manière à ce que les situations nationales puissent être régulièrement consolidées dans le cadre de l'analyse du contexte régional. A cet égard le Prégec pourra au cours de cette phase centraliser les informations et les rediffuser à tous les acteurs intéressés par ce suivi rapproché.

Les pays sahéliens sont invités à activer le dispositif de concertation entre l'Etat, les donateurs, les ONG et les acteurs économiques de manière à effectuer ce suivi rapproché et préparer les décisions nécessaires, au fur et à mesure de l'évolution de la situation. Les systèmes d'information et les dispositifs de veille régionaux et internationaux doivent se tenir prêts à appuyer les pays dans ce sens.

3.2 - Mettre en œuvre des mesures de précaution et d'atténuation des crises

Un ensemble de mesures doivent d'ores et déjà être engagées au niveau de chaque pays.

a) - Les mesures visant une augmentation des disponibilités

- incitations à la mise en place des cultures de décrues et production de contre saison : veiller à ce que les dispositifs de financement (crédits de campagne) soient opérationnels le plus vite possible ; veiller à ce que les intrants (semences maraîchères, etc.) soient disponibles, etc.
- si des opérations d'aide alimentaire doivent être engagées à court terme, veiller à ce qu'elles renforcent des activités productives visant une plus grande autonomie des ménages dans la période de soudure (accroissement des productions ou diversification des revenus selon les situations) ;
- à ces fins, il est proposé aux pays de réunir rapidement les principales organisations paysannes et les ONG d'appui, très actives dans ces domaines de manière à élaborer une stratégie nationale concertée, à coordonner les appuis et à veiller à la cohérence des approches des différents partenaires.

b) - Les mesures visant une amélioration de l'accessibilité

- Il s'agit dans ce domaine de développer rapidement toutes les activités génératrices de revenus, de manière à réduire la dépendance des populations par rapport à la fourniture d'aide alimentaire. A nouveau dans ce domaine une concertation avec les ONG intervenant en appui aux populations est essentielle pour intensifier et coordonner les actions engagées.
- Dans le contexte actuel, les stratégies spéculatives ne sont pas à exclure. Par conséquent, il est de la responsabilité des Etats d'assurer les conditions d'un fonctionnement normal des marchés, en intensifiant l'information sur les prix, en particulier au niveau des organisations de producteurs, et en favorisant la circulation des céréales entre les pays sahéliens, conformément aux mesures de libéralisation interne et d'intégration régionale des marchés.

c) - Les mesures de prévention des risques ou de précaution

Sans préjuger de l'issue de la campagne, plusieurs mesures essentielles doivent être systématiquement engagées pour parer à toute éventualité :

la reconstitution des stocks nationaux de sécurité. Ces stocks pré-positionnés dans les zones les plus déficitaires sont en effet ceux qui peuvent être mobilisés le plus rapidement possible, en cas de besoin. Cependant ces achats devront éviter de provoquer des tensions supplémentaires sur les marchés, en particulier dans le cas où les prix resteraient à un niveau exceptionnellement élevé. Selon les résultats de la campagne dans chacun des pays, il conviendra de mobiliser prioritairement les céréales dans les pays excédentaires. Une coopération entre les pays au niveau des offices ou sociétés en charge de la gestion des SNS devrait se développer dans ce sens. Tout comme les stocks physiques, la reconstitution rapide des stocks financiers est essentielle à court terme ;

la reconstitution des stocks au niveau des banques de céréales. Il est urgent que les banques de céréales dans les différents pays, et en particulier dans les zones déficitaires, puissent s'approvisionner dès les récoltes pour bénéficier des baisses de prix. A cette fin, il est essentiel que les dispositifs de financement permettant aux banques céréalières de disposer d'un fonds de roulement suffisant (lignes de crédit, subvention) soient en place à temps ;

la mise à disposition de l'information sur l'évolution des prix et des disponibilités dans les zones excédentaires, au niveau des organisations paysannes et des ONG, de manière à renforcer leurs capacités d'anticipation et à optimiser les périodes d'achat et disposer au niveau villageois de réserves suffisantes ;

La programmation des aides alimentaires. Il est prématuré de lancer aujourd'hui des appels en faveur d'aides d'urgence massive. Les incertitudes qui pèsent aujourd'hui sur l'issue de la campagne militent en faveur d'une stratégie de précaution. Si la fin de l'hivernage se déroule dans des conditions favorables, l'approvisionnement de la région ne devrait pas poser de problèmes insurmontables.

Les aides alimentaires programmées pourront cependant être allouées de manière différenciée pour tenir compte des besoins plus importants dans les pays de l'Ouest du Sahel. Si en revanche l'hivernage devait se terminer précipitamment, avec un arrêt des pluies d'ici fin septembre, il convient de se tenir prêt à mobiliser des ressources additionnelles.

Dans un premier temps, les agences d'aide doivent envisager cette éventualité d'une crise en procédant à une programmation plus souple des allocations, et en prenant pour hypothèse une augmentation probable des besoins.

La voie la plus adéquate consiste à alimenter les fonds nationaux de sécurité alimentaire (cash) qui pourront plus facilement être mobilisés en cas de besoin pour acquérir des céréales disponibles sur les marchés internationaux. Elle permet de s'ajuster en temps réel aux besoins, contrairement aux aides en nature très lentes à mobiliser et dont les volumes pourraient s'avérer en décalage complet avec les besoins, poser en période de soudure des problèmes importants de gestion et comporter des risques de perturbation du fonctionnement des marchés.

Dans le cas de la Mauritanie, où la situation alimentaire est d'ores et déjà très difficile, la Rencontre encourage l'ensemble des donateurs à se mobiliser pour venir rapidement en aide aux populations nécessiteuses.

Fait à Bamako, le 20 septembre 2002

La Rencontre

Motion de remerciements à l'endroit des Autorités et du Peuple maliens

Les participants à la rencontre régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes de la campagne agricole 2002-2003, qui s'est tenue du 18 au 20 septembre 2002 à Bamako,

- Adressent leurs vifs et sincères remerciements aux Autorités et au Peuple Maliens pour toutes les facilités et les commodités mises à leur disposition et qui ont permis le plein succès de leurs travaux.

Fait à Bamako, le 20 septembre 2002,

La Rencontre.

.....

Motion de remerciements à l'endroit des partenaires du CILSS

Les participants à la rencontre régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes de la campagne agricole 2002-2003, qui s'est tenue du 18 au 20 septembre 2002 à Bamako,

- Adressent leurs vifs et sincères remerciements aux partenaires techniques et financiers du CILSS pour leurs appuis constants au mécanisme de suivi renforcé de la situation agricole et alimentaire du Sahel.

Fait à Bamako, le 20 septembre 2002,

La Rencontre.

ANNEXES

Annexe 1 : PRESENTATION DU BUREAU REGIONAL DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

I. RESUME DES ACTIVITES EN 2002

1.1. Activités de développement

- ✓ Le PAM est présent dans tous les Pays du Sahel à travers soit des Programmes de Pays multi-sectoriels, notamment au Sénégal, en Mauritanie, au Mali, au Niger, au Burkina Faso et au Tchad, soit par des projets individuels, notamment au Cap-Vert et en Gambie: en moyenne annuelle, 8.000 tonnes de vivres sont distribuées dans chaque Pays couvert par un PP et 3.000 tonnes chacun pour les deux autres Pays.
- ✓ Les bénéficiaires sont estimés au nombre total de presque 2 millions et demi en 2002 : le ciblage des zones d'intervention et des communautés les plus vulnérables est fait au préalable à travers les études VAM.
- ✓ Une augmentation considérable des programmes est prévue déjà avec la prochaine génération de PPs qui vont être soumis pour le Mali et la Mauritanie à partir de début 2003 et plus tard, pour le Niger et le Burkina Faso: le tonnage annuel devrait se situer entre 10.000 et 13.000 tonnes, dont 80 % de céréales.
- ✓ En ligne avec la politique « Favoriser le Développement », les activités régulières du PAM en Afrique de l'Ouest mettent l'accent sur le support au secteur social: 54io des ressources sont destinées à l'éducation de base (cantines scolaires), 15io à la nutrition et aux groupes vulnérables et le restant de 31io aux activités de développement « Vivres contre Travail » (VCT), qui peuvent être renforcées en tant que volet de prévention de crise au moment des besoins les plus aigus.

1.2. Opérations d'urgence (EMOP) et PRROs

- ✓ En Guinée Bissau, suite à la crise sociale de 1998, les interventions du PAM sont menées dans le cadre d'une PRRO (Opération Prolongée de Secours et Redressement) qui prévoit actuellement la distribution de quelques 8.500 tonnes pour 115.000 personnes entre avril 2002 et juin 2003.
- ✓ Aussi, dans d'autres pays de la région des EMOPs et PRROs sont en cours :
 - Mauritanie: 250.000 personnes assistées dans l'Aftout, le plateau d'Aleg, la vallée du fleuve et au sud des deux Hodhs pour un total de 16.200 tonnes durant avril-décembre 2002 (ressource à 30io); avant même cette EMOP, 460 tonnes de blé (sur fonds IRA) avaient été distribuées à 7.650 personnes affectées par les pluies exceptionnelles de janvier 2002 ;
 - Cape Vert: 30.000 personnes vulnérables, dont 80io de femmes, assistées durant juillet-décembre 2002 avec 2.700 tonnes (ressource à 65io) ;
 - Sénégal: PRRO en faveur de 76.000 personnes affectées par le conflit en Casamance, 5.039 tonnes, de mi 2002 à fin 2003.

2. INTERVENTIONS MISES EN PLACE EN REPONSE A LA PERIODE DE SOUDURE 2002

2.1. En plus des opérations d'urgence proprement dites, comme mentionné ci-dessus, les Bureaux de Pays du PAM ont renforcé les programmes et projets de développement dans les zones et communautés les plus affectées comme suit :

- ✓ Sénégal: 860 tonnes de vivres distribués dans le cadre de l'activité VCT / prévention de crise aux groupements paysans des départements de Tambacounda, Kolda et Kédougou; l'activité « cantines scolaires » va bientôt démarrer dans le Centre et le Sud -Est du Pays pour quelques 98.000 enfants ;
- ✓ Gambie: les deux projets en cours, notamment VCT et cantines scolaires, respectivement pour 75.000 travailleurs et leurs familles (400 tonnes de vivres seront distribuées d'ici à la fin de l'année) et 150.000 enfants (presque toute la population scolarisée en milieu rural), vont être ciblés davantage dans les six « divisions » les plus touchées par le retard des pluies ;
- ✓ Guinée Bissau: les activités du PRRO en cours, surtout VCT et cantines scolaires, seront recentrées, si besoin est, pour assister les communautés dans les zones du Nord, à la frontière avec le Sénégal ;
- ✓ Mali: 62 tonnes de vivres distribués en VCT dans les zones de Tombouctou et Goundam suite aux intempéries de juillet dernier.

2.2. - Au niveau des Gouvernements les plus concernés, des actions d'envergure ont été prises et notamment :

- ✓ Sénégal: 38.000 tonnes de riz ont déjà été achetées pour distribution à 5 millions de personnes dans tout le Pays; cette opération devrait porter au total sur quelques 110.000 tonnes de vivres et 79.000 tonnes d'aliment pour le bétail pour un coût de 32 milliards de Fcfa.
- ✓ Mauritanie: le CSA envisage de distribuer 12.000 tonnes de blé sur les fonds nationaux (la France et l'Italie sont aussi en train de distribuer au total 1.500 tonnes de vivres dans les régions du Nord).
- ✓ Mali: 2.430 tonnes d'aide alimentaire ont été distribuées à partir du stock national de sécurité pour 90.000 personnes dans les cercles de Kayes et Koulikoro.

3. STRATEGIE ET SCENARIOS D'INTERVENTION FUTURE DU PAM

3.1. A partir de début août dernier, le Bureau Régional du PAM avait entamé le processus d'évaluation rapide en Gambie (11 -16 août) et au Sénégal (29 août au 5 septembre) où les Bureaux de Pays avaient en fait déjà lancé des missions locales avec le Gouvernement et la FAO (de même, en Guinée Bissau, au Niger, en Mauritanie et au Cap Vert). La situation d'ensemble ne montrait pas de problème grave et alarmant à l'échelle nationale, suite aux pluies qui venaient de s'installer de manière régulière, avec notamment, l'exception de la Mauritanie et du Cap Vert (où le Gouvernement a toutefois annoncé attendre l'évaluation de la campagne agricole par CILSS/FAO avant toute estimation des besoins).

3.2. Il faudrait mentionner ici que le PAM avait réalisé en mi-2002 (juillet et août) une étude régionale « contingency planning » sur l'état de préparation et les capacités des Pays du Sahel, des partenaires et des organisations sous-régionales, à faire face à une crise alimentaire majeure. Des « contingency plans » spécifiques par Pays ou par sous-région (par exemple, Ouest du Sahel) seront préparés par la suite.

Dans ce cadre et en tenant compte des perspectives des récoltes qui seront discutées lors de la réunion de Bamako, du 18 au 20 septembre, le PAM envisage donc la stratégie suivante qui pourra venir s'établir sur deux options, et toujours en étroite coordination avec les missions CILSS/FAO d'octobre :

- i) en considérant que la situation météorologique et agricole continue d'évoluer positivement dans le Sahel Central et de l'Est, organiser une mission régionale PAM d'évaluation des besoins alimentaires à partir de début octobre et durant 5/6 semaines dans l'Ouest du Sahel, ex. en Mauritanie, au Cap Vert, au Sénégal et en Gambie;
 - la mission sera accompagnée d'études VAM rapides pour affiner le ciblage géographique et social, y compris des « situations de référence » (baseline surveys) pour le niveau nutritionnel, et aussi d'une revue logistique pour préciser les moyens nécessaires et coûts directs ;
 - la mission devra fournir les informations de base pour préparer une opération régionale d'aide alimentaire dont le but serait de couvrir les besoins des populations affectées, d'une façon appropriée, par rapport aux réalités de chaque Pays, jusqu'à la prochaine saison de soudure de 2003, afin de prévenir les effets cumulatifs des campagnes agricoles successives déficitaires suite à une sécheresse prolongée ;
 - la mission s'assurera de travailler en coordination avec les Gouvernements concernés, les Agences NU, les ONGs et les donateurs, y compris leur participation dans la mission si possible.
- ii) dans le cas où les pluies et la campagne agricole tourneraient au pire dans les Pays du Centre et de l'Est, notamment au Mali, au Niger, au Burkina et au Tchad, réviser les missions d'évaluation et le calendrier pour couvrir aussi ces pays, avec une approche et une méthodologie similaire à celles déjà présentées.

Annexe 2

Discours d'ouverture de Monsieur Alpha Seydou MAÏGA, secrétaire Général du Ministère du développement rural et de L'environnement.

.....
Bamako, le 18 septembre 2002

Monsieur le Représentant du Secrétaire Exécutif du CILSS ;
Mesdames, Messieurs les Représentants des partenaires au
développement ;
Honorables invités ;
Mesdames, Messieurs,

Au nom du Ministre du Développement Rural et l'Environnement, Ministre Coordonnateur du CILSS, j'ai l'honneur et le plaisir de répondre à l'invitation qui m'a été faite de présider la cérémonie d'ouverture de cette importante rencontre régionale, portant sur le suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes de la campagne 2002/2003 au Sahel.

Vous me permettez tout d'abord, au nom du Chef de l'Etat, du Premier Ministre, du Gouvernement et du peuple malien, de souhaiter la bienvenue au bord du Djoliba, à tous les participants venus de la sous-région, d'Europe et d'Amérique.

Mesdames, Messieurs,

Cette rencontre qui traduit l'effort de notre organisation sous-régionale, le CILSS en matière de sécurité alimentaire, s'inscrit dans le processus de suivi de la situation agricole et alimentaire de la présente campagne et la prévention des crises alimentaires.

Le suivi et la prévention constituent des instruments de premier plan pour nos pays qui, situés dans la zone sahélienne, sont confrontés aux graves problèmes de variabilité climatique, de baisse des précipitations et, à une insuffisance alimentaire avec toutes leurs conséquences économiques, sociales et écologiques qui en découlent.

C'est pourquoi les pays du CILSS, à travers les engagements réitérés des Chefs d'Etat et de gouvernement, à l'occasion du sommet de Bamako, en novembre 2000, avec l'adoption du Cadre stratégique de sécurité alimentaire dans une perspective de lutte contre la pauvreté, redonne un signal fort à leur option incontournable en faveur de la sécurité alimentaire.

C'est dans ce cadre, que l'exercice poursuivi par le CILSS, depuis 1998 consistant à renforcer le suivi de la situation agricole et alimentaire est louable, à bien des égards.

Ce souci d'efficacité a amené le CILSS et ses partenaires à développer à travers l'unité de Prévention et de Gestion des crises alimentaires (PREGEC), un cadre de collaboration et de concertation, avec un dispositif de veille.

Mesdames, Messieurs

Trois jours durant, vous allez échanger et réfléchir sur les points suivants :

- Evaluation de la situation alimentaire dans les zones à risque alimentaire identifiées en mars 2002 ;
- Situation de la campagne d'hivernage 2002 assortie d'appréciations qualitatives (prévisions de la production céréalière notamment) ;
- Validation des résultats de l'étude sur l'harmonisation des méthodes d'identification et d'analyse des zones à risque alimentaire dans le Sahel.

Au regard de ces points et des sentiments d'inquiétude, d'espoir et parfois de désespoir qui animent les Sahéliens au cours de chaque campagne agricole, je n'ai point besoin de vous signifier la lourde tâche qui vous attend au cours de cette réunion.

Je vous invite par conséquent à examiner avec responsabilité et sans complaisance chacun des points inscrits à l'ordre du jour et à nous communiquer un avis motivé sur les dispositions éventuelles à prendre à la lumière des perspectives de récoltes que vous dégagerez.

Je vous exhorte aussi à plus de rigueur dans vos discussions en vue de recommandations pratiques sur les interventions à mettre en œuvre en cas d'éventuelles crises.

A cet effet, je voudrais vous assurer au nom des différentes autorités des pays membres du CILSS que votre avis sera particulièrement suivi.

Permettez-moi avant de terminer, de présenter mes vifs remerciements à nos partenaires (Club du Sahel, FAO, USAID, Union européenne, Mission française, Coopération Italienne, Coopération Canadienne, Royaume des Pays Bas) pour l'appui constant qu'ils ne cessent d'apporter au CILSS et pour leurs soutiens multiformes au dispositif de suivi renforcé de la campagne agricole au Sahel.

Je profite de l'occasion pour réitérer au nom des populations sahéliennes et de leurs gouvernements respectifs, nos vifs remerciements aux institutions membres du dispositif de veille régional (Fews net/USAID, PAM, FAO), pour leur dynamisme et leur présence constante dans les missions conjointes de suivi de la situation alimentaire des groupes vulnérables.

En souhaitant pleins succès à vos travaux, je déclare ouverte « La rencontre Régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes de la campagne 2002/2003 dans le Sahel »

Je vous remercie de votre attention.

Annexe 3 :

Discours de clôture de la rencontre régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récolte de la campagne agricole 2002-2003 au Sahel

Bamako, le 20 septembre 2002

Mesdames, Messieurs

C'est avec un plaisir sans cesse renouvelé que je reprends la parole devant votre auguste audience pour cette fois clôturer vos trois jours de dur labeur durant lesquels, vous avez passé en revue la situation de la campagne agricole 2002-2003 et réfléchi sur les perspectives de récoltes dans la région Sahel.

Délégations des pays, Organismes régionaux et internationaux, vous vous êtes tous livrés à l'exercice combien difficile d'évaluation à mi-parcours de la campagne agricole. Exercice d'autant plus difficile que cette année, les pluies enregistrées n'ont pas été à la hauteur de nos attentes, aussi bien dans leurs répartitions que dans leurs quantités.

En effet, aux périodes de fortes pluies, ont succédé de longues pauses ayant provoqué par endroits d'importants stress hydriques et même des pertes de semis. Toutes choses qui viennent après les fortes inondations de début 2002 qui ont sinistré un nombre important de populations sahéliennes déjà très pauvres et vivant presque exclusivement de revenus agricoles.

C'est vous dire combien j'ai conscience de la complexité de votre tâche.

Mesdames, Messieurs

Au niveau alimentaire, vous avez constaté que la situation est marquée par des prix de céréales exceptionnellement élevés – rarement observés dans nos pays.

S'agissant de la campagne agricole, vous relevez que sa physionomie est très hétérogène ; et que de ce fait, les perspectives de récoltes sont nuancées en ce sens que rien n'est encore joué.

Toutefois, vous estimez qu'à la lumière du déroulement actuel, les perspectives de production agropastorales sont globalement :

- moyennes à bonne à l'Est du Sahel,
- mauvaise à bonne au Centre,
- mauvaise à très mauvaise à l'Ouest.

Ce qui vous fait dire que, selon les conditions de fins d'hivernage, la production des pays du CILSS se situerait entre 8 et 11 millions de tonnes. Ce niveau de production sera en tous les cas, inférieur à celui de la précédente campagne agricole dans tous les pays membres du CILSS.

Mesdames, Messieurs,

Au regard de la configuration très particulière de la campagne agricole et considérant le niveau record atteint par le prix des céréales, vous avez estimé prématuré de lancer des appels en faveur d'aide d'urgence massive. Toutefois, les incertitudes quant à l'issue de la campagne militent en faveur d'une stratégie de précaution.

C'est pourquoi vous avez formulé des recommandations à l'intention des décideurs sahéliens et des partenaires de la communauté internationale. Ainsi, vous recommandez :

- d'affiner progressivement les scénarii relatifs aux prévisions de récoltes ;
- de mettre en œuvre des mesures de précaution et d'atténuation de crises en augmentant les disponibilités, en améliorant l'accessibilité des populations aux céréales et en reconstituant les stocks de sécurité dans les différents pays membres du CILSS.

Mesdames, Messieurs,

La qualité des conclusions auxquelles vous êtes parvenues me rassure quant à la capacité de notre sous-région à se défendre contre les aléas climatiques et les conséquences des mauvaises campagnes agricoles. Cela, grâce aux concours de nos partenaires financiers et techniques qui participent à l'animation du dispositif CILSS de suivi renforcé de campagne agricole et de la situation alimentaire au Sahel. C'est le lieu ici de les remercier et les exhorter à poursuivre leur soutien au Sahel

Mesdames, Messieurs,

En vous souhaitant bon retour dans vos foyers respectifs, je déclare close la « rencontre régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire et les perspectives de récoltes de la campagne 2002-2003 » au Sahel.

Je vous remercie.

Annexe 4 :

Liste des participants

Bamako (MALI) 18 – 20 septembre 2002

NOMS ET PRENOMS	INSTITUTION/PAYS	ADRESSE
DELEGUES PAYS		
Sawadogo Boukary	CT/CCI/MA Burkina Faso	B.P : 7010 Ouagadougou Tél. 32 45 79/80
Yaya Hassan Jallow	Chef Service Statistiques DOP/DOSA THE GAMBIA	5 Marina Parade Tél.: (220) 22 52 10/96 32 61
José Boissy	Secrétariat d'Etat au Plan BPSA Guinée Bissau	B.P : 6 – Bissau Tél. : 20 48 47 Fax : 20 53 80 Guinée-Bissau
Cissé Sékou Abba	SP/Conacilss MDRE Mali	BP :61 conacilss@mdr.mali.org
Adama Sidibé	DNAMR/MDRE Mali	Bamako Mali BP : 1098 Fax : 22-85-49
Bandiougou Camara	DNAMR Mali	BP :1098 Bamako Tél. : 222-28-77 Fax 222-48-11 e-mail : dnamr@malinet.ml
Mary Diallo	Chef Projet SAP Mali	SAP-Mali BP : 2660 Tél./Fax : 221 27 28 Cel. : 674 35 03 sap@malinet.ml
Mamy Couliblay	Chef de division technique SAP-Mali	SAP-Mali BP : 2660 Tél. 221 27 28 sap@malinet.ml
Mahamady Dembélé	Plate forme paysanne Kati Mali	Rue 234 – porte 571 Lafiabougou Bamako ou S/C CONACILSS Bamako BP E : 227
Pierre Traoré	OMA (Observatoire du Marché Agricole) Mali	B : 221 40 73 Cel : 674 81 90 pirtaore@datatech.net.ml
Ousmane Sogoré	CPS/MDRE Mali	Tél : 222 32 24
Mamadou Hady Ba	DNSI Mali	
Anne Mamoudou Samba	DPSE/MDRE Mauritanie	BP : 5054 él. (222) 525 24 03 (B) 641 84 35 (P) Nouakchott annemamoudou@yahoo.com
Abdou Danguina	SAP/Niger	sap@intnet.ne
Alassane Morou	SP/Conacilss – Niger	Tél. : 73 25 70 e-mail : conacils@internet.ne
Mamadou Faye	Chef division des Productions vivrières à la Direction de l'Agriculture Sénégal	14 avenue Lamine Guèye, Dakar tél. : (221) 823 86 05 dir.agri@sentoo.sn
Abdoul Aziz Diédhiou	CONACILSS/MAE Sénégal	BP : 21616 – Immeuble C.SA Tél. (221) 821 246 Fax :823 60 30 conacils@sentoo.sn
Ngarassemta Ngaorndjam	Minis. Agr. Secrétariat CASAGC Tchad	ngarassemta@yahoo.fr tél. 51 60 32/29 86 29 BP : 1059 N'Djamena

USAID		
Kevin Sturr	USAID/Food for Peace	USAID – Dakar ksturr@usaid.gov 221-869-6100
Ryan Washburn	USAID/WARP	USAID/Bamako BP 34 Tél 223/223 68 28 Fax 222 39 33 e-mail : rwashburn@usaid.gov
Oliveira Jorge	TMG/USAID/WARP	B.P.E : 3670 – Bamako – Mali joliveira@afribone.net.ml tél./Fax : 223 /223 53 39
Rolf Anderson	USAID/WARP	USAID/Bamako BP: 34 Tél.: 223/223-68-28 Fax : 222-39-33 roanderson@usaid.gov
PAM		
Wane Birane	BRAO/PAM/- Dakar	Birane.wane@wfp.org 00 (221) 849 65 00
Mme Diallo Aïssata Traoré	Directrice Projets PAM Bamako	Bamako BP E : 227 dnpp@malinet.ml
Gilbert Cina	Représentant du PAM - Mali	223 34 55 e-mail : gilbert.cina@wfp.org
Aranda da Silva, Manuel	Directeur régional BRAO/PAM- Dakar	Manuel.arandadasilva@wfp.org Fax : 221 842 35 62
Margotvander Velden	BRAO - PAM Dakar	Margot.vandervelden@wfp.org 00221 049 65 000
Gian Pierro. Bordignon	BRAO- PAM – Dakar	Gianpiero.bordignon@wfp.org 00221 84 96 00
Mamadou Diouf	Consultant PAM/Dakar	
Lompo Ounanini Luc	Consultant PAM	01 BP 3617 Ouagadougou Burkina Faso
ACDI		
Ouédraogo H. Benoît	ACDI/Ambassade Canada – Ouagadougou–Burkina Faso	Benoît-ouedraogo@cenatrin.bf Benoît_ouedraogo@hotmail.com
FAO		
Jean Senahoun	SMIAR/FAO Rome	Jean.senahoun@fao.org
UEMOA		
Kaboré Bila Roger	UEMOA Burkina Faso	Tél.: (226) 31 88 73 /74/75/76 Fax : 318872 01 BP : 543 - Ouaga Email : roger.kabore@uemoa.int
FEWS NET		
Sow Salif	Représentant FEWS NET SAHEL Bamako Mali	ssow@fews.net
Chopak, Chuck	FEWS NET/Washington, DC Director Ajont	1133 20 th / Street, Washington, DC 20036 cchopak@Fews.net Etats-Unis
UNION EUROPEENE		
Stéphane Devaux	UE Expert régional sécurité alimentaire délégation commission Européenne au Burkina	Stéphane.Devaux@CEC.EU.Int 226 30 75 85
ONG		
Dramane TRAORE	ONG Afrique Verte Mali	Hippodrome Bamako - Mali

CILSS		
Simo Cathérine	CILSS/INSAH Mali	e- mail :simo@prisas.insah.ml
Maman Oumar Farouk	Expert en communication CILSS/SE Burkina Faso	03 BP 7049 Ouaga (BF) farouk128@hotmail.com
Dramane Coulibaly	Responsable PMPSA CILSS Burkina Faso	BP : 7049 – Ouaga Tél. : (226) 374125 Fax : 37 4132 Email : dcoulou@hotmail.com
Yamar M'Bodj	Conseiller en Sécurité alimentaire CILSS/Secrétariat Exécutif Burkina Faso	BP : 7049 – Ouagadougou Tél. : (226) 374125 Fax : (226) 374 132 cilss@fasonet.bf
Amadou Moctar Konaté	CILSS/PMPSA/Prégec Burkina Faso	BP : 7049 – Ouaga Tél. : (226) 374125 Fax : (226) 374132 pregec@cilss.org
Brahima Sidibé	CILSS/Agrhymet Niamey	brahima@sahel.agrhymet.ne
Ibrahim Laouali	CILSS/Agrhymet Niamey	BP : 11011 Niamey ilaouali@sahel.agrhymet.ne
Yade M'Baye	CILSS/INSAH Bamako Mali	myade@prisas.insah.ml
Souleymane Konté	Interprète AIIC S/C INSAH	BP : 1530 Tél. : (223) 23 53 38 220 05 51(d) 674 53 15 (cellulaire) – Bamako – Mali
CONSULTANTS		
Dr Abdoulaye SALL	Consultant sénior Mali	BP 1966 Bamako Tél 229 68 13 Cel 671 15 61 e-mail : abdosall@yahoo.fr
Khalifa TRAORE	Bureau Statistika Burkina Faso	01 BP 3170 OuagadougouTel 30 69 38 e-mail ; statistica@liptinfor.bf
Roger Blein	Bureau Issala France	Tél. : 331 34 7004 57 blein@club.internet.fr
Emmanuel Jeudy	Bureau Issala France	issala@club-internet.fr
Alexandre Bompard	MAE France	Alexandre bompard@diplomatie .fr

Annexe 5 :

RENCONTRE REGIONALE SUR LE SUIVI DE LA SITUATION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE ET IES PERSPECTIVES DE RECOLTES DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2002-2003 (Bamako, Mali du 18 au 20 septembre 2002)

PROGRAMME

LIEU ET DATE DE LA RENCONTRE

☛ Lieu : Bamako
☛ Date : 18 au 20 septembre 2002

PROJET DE CALENDRIER

Mercredi 18 septembre

9 h 00 - 9 h 15	:	Ouverture officielle
9 h 15 - 9 h 30	:	Pause café
9 h 30 - 9 h 45	:	Mise en place du Bureau
9 h 45 - 10 h 00	:	Adoption de l'ordre du jour et présentation des objectifs et résultats attendus de la rencontre
10 h 00 - 13 h 00	:	Présentations des situations nationales (Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad) : - Situation alimentaire dans les zones vulnérables identifiées en mars 2002 ; - Evolution des prix des produits agricoles (oct. 2001 - juil. 2002) ; - Bilan des interventions dans les zones vulnérables identifiées en mars 2002 (déc. 2001 - juil. 2002)
13 h 00 - 15 h 00	:	Déjeuner
15 h 00 - 16 h 30	:	Discussions générales sur les rapports des pays
16h 30 - 16h45	:	Pause café
16h45 - 18h 00	:	Contribution des systèmes régionaux d'information [CILSS (PMPSA et PMI) FEWS NET, FAO, PAM, ONG,...] sur le bilan des interventions dans les zones vulnérables identifiées en mars 2002 et l'évolution des prix des produits agricoles (oct. 2001 - juil. 2002)
18h 00	:	Suspension des travaux

Jeudi 19 septembre

- 8 h 30 - 9 h 45 : Présentations sur les perspectives de récoltes dans les pays (hypothèses de production) Pays CILSS
- 9 h 45 - 10 h 00 : Pause café
- 10 h 00 - 11 h 30 : Suite des présentations sur les perspectives de récoltes dans les pays (hypothèses de production) Pays CILSS
- 11 h 30 - 13 h 00 : Présentations et discussions de la situation régionale (CILSS/PMI, FAO, FEWS NET, PAM) sur le déroulement de la campagne agricole 2002/2003 et discussion générale sur :
- . les perspectives et les scénarii possibles de récoltes ;
 - . la situation alimentaire dans les zones vulnérables ;
 - . les éléments d'un préavis et d'une stratégie de veille régionale sur la situation alimentaire.
- 13 h 00 - 14 h 30 : Déjeuner
- 14 h 30 - 18 h 00 : Restitution des travaux sur l'harmonisation des méthodes d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables (Comité VAM) :
- . cadre de convergence,
 - . résultat de l'enquête rapide,
 - . perspectives.
- 18h 00 : Suspension des travaux

Vendredi 20 septembre

- 8 h 30 - 10 h 30 : Rédaction du :
- . rapport final de la rencontre ;
 - . pré-avis sur la situation agricole et alimentaire.
- 10 h 30 - 11 h 00 : Pause Café
- 11 h 00 - 13 h 00 : Rédaction du : (suite)
- . rapport final de la rencontre ;
 - . pré-avis sur la situation agricole et alimentaire
- 13 h 00 - 14 h 30 : Déjeuner
- 14 h 30 - 16h 00 : Adoption du rapport final
- 16 h 00 - 16h30 : Pause café
- 16 h 30 : Clôture et fin de la rencontre.



